● (1430)

M. McGrath: Étant donné la perspective de fermeture de cette usine, bien que pour peu de temps, mettons deux ans, quels projets le gouvernement a-t-il en tête pour trouver de nouveaux emplois aux 500 employés, dont bon nombre sont des mandants du ministre?

M. Jamieson: C'est justement une des questions que j'ai discutées avec certains des travailleurs en cause pendant la fin de semaine. Ce n'est que vendredi, sauf erreur, que le gouvernement de Terre-Neuve a proposé l'établissement d'un groupe d'étude fédéral-provincial. J'ai tout de suite dit que nous étions disposés à collaborer à l'établissement d'un groupe qui puisse nous aider à trouver de nouvelles sources d'emplois. Toutefois, je tiens à dire, pour être juste et sincère envers les travailleurs de la région—et le député m'en saura gré, je pense—que trouver quatre ou cinq cents emplois supplémentaires ne sera pas la chose la plus facile du monde à faire en peu de temps. Mais, nous allons certes nous y employer de notre mieux.

* * *

L'ADMINISTRATION DE LA JUSTICE

LA QUESTION DE LA LIBERTÉ DU VOTE SUR LE BILL RELATIF
À L'ABOLITION DE LA PEINE DE MORT—DEMANDE DE
PRÉCISIONS

M. Eldon M. Woolliams (Calgary-Nord): Monsieur l'Orateur, j'ai, à l'intention du premier ministre, une question que j'avais adressée, en son absence, au solliciteur général et qui concerne le bill sur l'abolition de la peine de mort préparé par le gouvernement. Je voudrais que le premier ministre me dise si la réponse donnée par le solliciteur général et consignée à la page 10,870 du hansard, reflète la politique du gouvernement. Le solliciteur général a en effet déclaré:

Une mesure ministérielle sera présentée et le gouvernement devra y souscrire, mais les autres députés seront libres de voter comme ils le jugent bon.

Est-ce là le vote libre que propose le gouvernement?

Le très hon. P. E. Trudeau (premier ministre): Les whips n'auront pas à faire respecter une ligne de parti pour la tenue de ce vote.

M. Woolliams: Puis-je adresser une seconde question au premier ministre? Puisque les membres du cabinet n'auront pas la liberté de se prononcer pour ou contre le bill—seuls les députés de l'arrière-ban le pourront—comment le très honorable représentant concilie-t-il cette position avec un vote libre? Cela me paraît aussi libre qu'un cochon sur la glace.

Des voix: Oh, oh!

* * *

L'INDUSTRIE

DOUGLAS AIRCRAFT—LA POSSIBILITÉ DE REMISE DES
LICENCIEMENTS PROJETÉS

M. F. A. Philbrook (Halton): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au ministre de l'Industrie et du Commerce et concerne une déclaration faite récemment par un membre de l'exécutif du syndicat des Travailleurs unis de l'automobile au sujet de Douglas Aircraft. Est-il vrai que le

Questions orales

gouvernement fédéral fournira à cette société une aide financière qui lui permettra de remettre indéfiniment les licenciements qu'elle devait faire? Que signifie «indéfiniment», et comment cela se fera-t-il?

L'hon. Donald C. Jamieson (ministre de l'Industrie et du Commerce): Si je pouvais répondre à toutes ces questions, je serais un homme très heureux. La société McDonnell-Douglas ou DACAN se proposait d'afficher des avis de licenciement touchant quatre à cinq cents travailleurs vendredi dernier. J'ai rencontré la direction de l'entreprise et j'ai obtenu qu'elle remette ces avis de licenciement indéfiniment. Quant à savoir ce que signifie «indéfiniment», cela signifie exactement ce que ça veut dire. Nous n'en savons rien. En attendant, nous essayons de trouver du travail supplémentaire pour l'usine de Toronto, ce qui empêchera au moins ces licenciements.

J'ai promis d'essayer de trouver des solutions au cours de la semaine et nous en envisageons un certain nombre qui pourront paraître acceptables à la société et nous donner assez de temps, une année peut-être, pour décider du rôle que la société pourrait jouer dans la restructuration de l'aérospatiale.

* * *

LES ARTS D'INTERPRÉTATION

DEMANDE DE PUBLICATION DES ACCORDS RELATIFS AUX
QUOTAS DE DISTRIBUTION DE FILMS—LES CONTRÔLES

M. David MacDonald (Egmont): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au secrétaire d'État et concerne la politique du film annoncée en août dernier et son application aux grandes chaînes de cinéma, Odeon et Famous Players. Le ministre a déclaré à ce moment-là que les résultats du système de quotas seraient contrôlés et que la Société de développement de l'industrie cinématographique canadienne les publierait. Puis-je savoir quand seront publiées les premières données sur l'efficacité de ce nouveau système de quotas? Le ministre peut-il nous dire également quand les contrats ou accords actuels ont été signés et seront rendus publics?

L'hon. James Hugh Faulkner (secrétaire d'État): Les contrats eux-mêmes sont encore en voie de négociation. J'espère que ces négociations se termineront cette semaine. Le système de contrôle des quotas a été mis en œuvre et je crois que les résultats seront publiés chaque trimestre mais il faudrait que je m'en assure.

LA POSSIBILITÉ DE TENUE D'UNE ENQUÊTE SUR LES
MONOPOLES CINÉMATOGRAPHIQUES

M. David MacDonald (Egmont): Étant donné que certains des principaux cinéastes canadiens comme Pierre Berton, F. R. Crawley, Allan King, Gordon Pinsent parmi tant d'autres ont demandé l'ouverture d'une information au titre de la loi relative aux enquêtes sur les coalitions par une pétition en bonne et due forme protestant auprès du ministre de la Consommation et des Corporations contre le monopole de fait qui règne dans la projection des films au pays, puis-je demander au ministre s'il s'est entretenu avec son collègue à ce sujet et s'il a entrepris de se renseigner ou de s'informer auprès des principaux distributeurs pour voir si la situation alléguée existe vraiment?